

LES DETERMINANTS DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA

Proposé par LACMAGO GAFFO Christiane epse ABAH, PhD

christgaffo@yahoo.fr

Introduction

Les récentes estimations de la FAO, révèlent qu'environ 821 millions de personnes dans le monde souffrent de sous-alimentation (FAO, 2018), soit une personne sur huit. 805 millions de ces personnes vivent dans les pays en développement, 236.5 millions d'entre eux vivent en Afrique Subsaharienne (ASS). Si l'Asie est la région qui regorge le nombre le plus élevé des personnes sous alimentées, il faut préciser qu'en valeur relative, l'Afrique subsaharienne concentre la proportion la plus élevée, soit 25.6% de la population mondiale sous-alimentée (FAO, 2018). Ce nombre est en hausse continue depuis le Sommet mondial sur l'alimentation tenu à Rome en 1996, traduisant ainsi l'échec de l'OMD1.

L'ASS est en effet, la région du monde qui connaît les plus grands contingents additionnels d'insécurité alimentaire (IA): les statistiques de la FAO révèlent en effet qu'en 2013, le nombre de personne en insécurité alimentaire en ASS était de 200.4 millions, ce nombre est passé à 218.7 millions en 2015 et est de 236.5 millions en 2017 ; soit une augmentation de 42.8 millions de personnes entre 2013 et 2017. Sur la même période ce nombre en Asie était de 526.1 millions en 2013, 508.3 millions en 2015 et 519.6 millions en 2017 soit une baisse de 6.5 millions de personnes entre 2013 et 2017. En Amérique latine et caraïbes le nombre de personne en insécurité alimentaire se situait à 39.1 millions en 2013, 40.1 Millions en 2015 et en 42.5 millions 2017 soit une augmentation de 3.4 millions entre 2013 et 2017.

Au cours des années 1980 et 1990, l'opinion internationale a été fortement marquée par les images dramatiques des famines en Afrique, principalement en Somalie et en Ethiopie. Les crises alimentaires au cours des deux dernières décennies et les émeutes de la faim qui suivirent ont mis en évidence la difficulté des systèmes de production à répondre à une demande alimentaire sans cesse croissante. Les pays Africains notamment ceux d'Afrique au Sud du Sahara ont subi de plein fouet les effets de la crise alimentaire de 2008 marquée par les manifestations populaires et les grèves contre la faim dans plusieurs capitales des pays du Sud. L'effervescence médiatique qui a été suscitée a remis au cœur de l'actualité la question de l'insécurité alimentaire. Le visage de l'ASS est donc celui d'une faim deshumanisante. En effet Les clichés d'enfants maigres, aux torses nus et aux ventres gonflés sont très souvent rattachés à la région. Clichés qui font d'elle, une région où les problèmes de base telle que faim n'ont pas encore été résolus. Quoiqu'on puisse regretter ces stéréotypes qui n'aident pas à une fine appréciation du phénomène, il faut toutefois reconnaître que la

faim est la forme la plus aigüe de pauvreté, elle est capable d'enfermer les individus par elle touchée dans la misère, de compromettre leur épanouissement et constitue de ce fait un « crime contre l'humanité ».

Malgré les améliorations réalisées pour lutter contre la faim tout au long de la dernière décennie, et le statut unanimement reconnu de grenier agricole de la région, le niveau de la sous-alimentation chronique en ASS demeure encore inacceptable. L'objectif de cette étude est donc de proposer une analyse des causes de l'insécurité alimentaire à partir de deux échelles de déterminants et d'un indicateur approprié de mesure de l'insécurité alimentaire qui tienne compte du caractère multidimensionnel du phénomène afin d'apporter le cas échéant les réponses les mieux appropriées pour améliorer la situation alimentaire de la région. La problématique qui s'intègre dans le cadre de la lutte contre la faim nous amène aux questions suivantes : **1)** quel est le niveau d'insécurité alimentaire de l'ASS ? ; **2)** quels sont les facteurs de l'insécurité alimentaire en ASS ?

Les situations d'insécurité alimentaire et leurs manifestations ont suscité de nombreux travaux: les travaux microéconomiques reposant sur des données socio démographiques et anthropométriques ont le mérite de donner le rôle des spécificités individuelles, les caractéristiques des ménages et des variables communautaires; les travaux macroéconomiques traitent globalement quant à eux de l'impact de la pauvreté, de la fécondité, de la gouvernance, de l'éducation, etc. sur la sécurité alimentaire. Le présent papier s'inscrit dans ce dernier axe de recherche, il est légitimé par le fait qu'il traite de l'insécurité alimentaire dans une perspective à la fois technique et institutionnelle. Ceci est essentiel en ce sens que l'ASS depuis plusieurs décennies, détient le triste record de mauvaises performances macroéconomiques (Easterly et Levine, 1997 ; Ndulu et O'Connell, 2007 cités par Anderson et Brücker, 2012, p.1). L'approche institutionnelle de l'insécurité alimentaire constitue une vision importante de l'analyse de cette thématique souvent mise à l'écart dans la plupart des études existantes qui mettent généralement en avant les explications économiques.

Analysant les déterminants socio-économiques de la faim dans les PED, l'étude de Clément (2009) s'est inspirée de la méthodologie de Smith et Haddad (2000). Comme ce dernier, nous déclinons les facteurs d'insécurité alimentaire en deux principaux déterminants : les déterminants techniques (facteurs socioéconomiques et aléas naturels) et les déterminants politiques et institutionnels (instabilité politique, conflits armés, qualité de la gouvernance) avec l'hypothèse que les premiers sont influencés directement par les seconds.

1. Cadre méthodologique de l'analyse

1.1 Les données

Les données utilisées sont annuelles, et couvrent la période 2000-2015 (la période post libéralisation agricole et de mise en œuvre de plusieurs mesures de politique agricole, économique et financière dans la région). Nous disposons à cet effet d'un échantillon de 36 pays de l'ASS. Afin de privilégier l'homogénéité des données, deux sources de données ont été exploitées. La base UNESCO Institut for

Statistics, et la base de données de la Banque Mondiale : « World development Indicator » (2017) et « World Governance Indicators » (2017).

1.2 Spécification du modèle économétrique

La spécification basée sur les travaux empiriques de Smith et Haddad (2000) et sur les déterminants théoriques de l'insécurité alimentaire, nous amènent à proposer une équation testable des déterminants de l'IA. L'équation économétrique à estimer est donnée par :

$$IcSA_{it} = \beta_0 + \beta_1 Prodit + \beta_2 Infrastransit + \beta_3 Educit + \beta_3 Stabpoit + \beta_4 Govit + \beta_5 Ouvit + \beta_6 demoit + \beta_7 Foodimpit + \beta_8 Inegit + \beta_9 Inflait + \beta_{10} Pibit + \varepsilon_{it}$$

Dans cette spécification, la variable *IcSA* représente l'indicateur d'insécurité alimentaire; *Infrastrans* est l'indicateur de l'infrastructure de transport ; *Stabpo* est l'indicateur du contexte politique ; *Gov* est l'indicateur de la qualité des institutions; *demo* est l'indicateur de la démographie *Prod* est l'indicateur de la production agricole ; *Pib* représente l'indicateur de niveau de richesse d'un pays ; *Foodimp* est l'indicateur des importations alimentaires; *Ouv* est l'indicateur de l'ouverture aux échanges des produits alimentaires ; *Infl* représente le taux d'inflation; *Ineg* est l'indicateur d'inégalités. La variable ε représente le terme d'erreur, avec *i* désignant le pays et *t* l'année. Les β_j représentent les coefficients à estimer.

2. Analyse descriptive, résultats et commentaires

Avant l'estimation du modèle, il est nécessaire de faire une analyse descriptive des variables et d'analyser la corrélation entre elles. Les caractéristiques de position et de dispersion relatives à nos principales variables sont données dans le tableau ci-après.

Tableau 1: Statistiques descriptives des variables

Variables	observations	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
Indice d'insécurité alimentaire	576	1.35080	0.944942	-2.190911	2.4203
Taux croissance Démographique	576	2.579398	0.727201	0.2054935	5.5391
Indice de Production alimentaire	575	110.979	24.35206	43.49	207.44
Indice de la qualité des institutions	576	-1.04e-09	1.681705	-3.271904	6.0530
Importations alimentaires	576	19.63486	11.1009	.473915	68.7649
Stabilité politique	576	-.4903377	0.897200	-2.699193	1.2002
Ouverture	576	73.60047	29.17636	21.33265	170.4072
Inégalité	576	44.55052	7.869309	29.8	64.8
Infrastructures de transport	576	7.386922	5.718599	1.023263	27.0909
Le produit intérieur brut (ln)	576	22.90009	1.471051	18.58982	26.8637
L'inflation	576	9.559847	22.75763	-29.69104	418.233
Education des jeunes femmes	576	30.65559	20.80993	2.62443	85

- L'ASS enregistre sur la période 2000-2015, un indice moyen d'insécurité alimentaire de 1.35 (soit 5.2 en valeur normalisée). Ce qui révèle un niveau régional d'*insécurité alimentaire grave* (plus de la moitié de la population y est concernée). Au top 10 des pays aux niveaux les moins élevés d'insécurité alimentaire, on retrouve l'*Afrique du Sud*, le *Nigeria*, le *Gabon*, le *Ghana*, la *Côte d'Ivoire*, le *Mali*, *Sao Tomé*, le *Niger*, la *Mauritanie*, le *Lesotho*. Le *Cameroun* avec un score d'IA de

3,843 est 2^{ème} de la sous-région Afrique centrale, mais occupe la 11ème place du classement et est de ce fait en situation d'IA modérée tout comme ses sept prédécesseurs. Entre 2015 et 2000 la situation alimentaire s'est dégradée en *RCA*, en *Angola*, au *Swaziland*, en *Namibie*, au *Botswana*, la *Zambie* occupe la 36^{ème} position et de ce fait la dernière place du classement.

Les résultats économétriques montrent que le modèle est globalement significatif à 1%. Le coefficient de détermination (R^2) ajusté indique que 81.6% du niveau d'insécurité alimentaire en ASS sont expliquées par les variables considérées dans le modèle. Toutes les variables à l'exception de l'inflation sont significatives au seuil de 1%, 5% et 10%.

- Une augmentation d'1 point de l'indice de stabilité politique se traduit par une baisse de l'indice d'insécurité alimentaire de -0,052 point.

- Le renforcement du cadre démocratique, le contrôle de la corruption, un état de droit et une meilleure régulation sont susceptibles de réduire l'IA de 48 points de pourcentage. Ce résultat se justifie au regard des principes que le jeu démocratique impose aux gouvernants.

- L'accroissement d'1 point de l'indice d'infrastructures de transport entraîne la baisse de 0,95% de l'indice d'insécurité alimentaire.

- Une amélioration d'1% de la production alimentaire entraîne une réduction de l'insécurité alimentaire 0.479 %. À contrario, les inégalités de revenus et la croissance démographique accroissent l'IA. Une augmentation d'1% de ces variables entraîne respectivement une hausse de 1.10% et 6.93% de l'IA.

- Une augmentation des importations alimentaires et de l'ouverture commerciale d'1 point contribue à la réduction de l'IA de 0.0063 point et 0.0038 point respectivement.

Conclusion

Tantôt désigné par les acronymes « Pays pauvres et très endettés », « Pays les moins avancés », « Pays fragiles », Pays à faible capacité de transformation et d'exportation, les pays de l'ASS sont pour la plupart des « Pays à faible revenus et à déficit vivrier », ce qui traduit une certaine incapacité à se nourrir convenablement. Cette situation paraît paradoxale tant les potentialités et les ressources de la région sont immenses. En ASS l'insécurité alimentaire est d'abord et surtout un problème de croissance économique, d'instabilité politique, de production agricole, d'infrastructures d'accompagnement, de « mauvaise gouvernance », de forte croissance démographique, d'inégalités de revenus, un problème d'éducation nutritionnel des jeunes femmes, plutôt qu'un problème d'inflation ou d'importations alimentaires insuffisantes. La production agricole est sujette aux aléas climatiques, subit les conséquences des conflits fonciers, des conflits armés, l'enclavement des infrastructures.